

Piratage informatique : la menace d'une fraude à la présidentielle pèse sur la France;
 Juppé DRH forcé : le favori face aux manœuvres de ceux qui veulent déjà des postes;
 Macron, l'étoile qui pâlit?; Retour du loup dans l'hexagone : la facture s'alourdit



Et aussi : les mémoires d'un géant, Jean Paul Belmondo ; le coût des dégâts provoqués par le loup dans les montagnes françaises, un voyage à travers l'Amérique d'aujourd'hui à la veille des élections, celle de Donald Trump, de Hillary Clinton et de la gauche californienne.

Avec Anita
Hausser

La menace d'une cyber-attaque sur la présidentielle

C'est L'Express qui révèle l'information. "Une cyber-menace aux relents de guerre froide plane sur la France avant le premier tour de la présidentielle, le 23 avril 2017". Et la menace est jugée suffisamment grave pour que le Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale invite les responsables politiques à une réunion pour les alerter des "risques informatiques qui, à l'instar de ce qui a été constaté à l'étranger, peuvent menacer le bon déroulement de la campagne politique française". Jean-Christophe Cambadélis, Laurent Wauquiez, Jean-Christophe Lagarde ou encore Marine Le Pen ont été conviés par Louis Gautier, le responsable du SGDN. Pas encore déclaré, Emmanuel Macron n'a pas reçu d'invitation ; Philippe Poutou, et Nathalie Arthaud, qui sont, eux, candidats de l'extrême gauche non plus. On ne sait pas s'ils ont tous répondu positivement. Pourquoi ce branle bas de combat ? Après les incidents qui ont émaillé la campagne démocrate aux Etats-Unis "une hausse de l'activité de certains hackers a été repérée en France grâce à des ondes - sorte de vigies - placées dans des ministères. Elles ont permis d'identifier les signatures de plusieurs groupes de cyber-attaquants" (dont ceux à l'origine de l'attaque contre TV5 Monde, et celui qui aurait pénétré la messagerie du Pentagone, la rendant inaccessible durant près de deux semaines)... Aucune accusation n'est portée, mais le SGDN a voulu "présenter les mesures préconisées pour parer au mieux à ces malveillances, ainsi que les moyens auxquels il est possible de recourir pour les empêcher... Des professionnels de l'audit privé pourront venir tester le niveau de sécurité des systèmes informatiques des différents partis et leur donner des conseils". Conseils qui seront payants... L'Express précise que par la suite d'autres acteurs de la vie démocratique (instituts de sondages, voire organes de la presse numérique dont Atlantico), seront bientôt invités par le SGDN...

Faire mentir les lois d'airain

C'est un Macron conquérant qui est (une fois de plus) en couverture de L'Express. Le magazine analyse le "coup de poker" du président "En Marche" qui vient de franchir une nouvelle étape en direction de sa candidature à la présidentielle en présentant l'organigramme de son mouvement. "La question de sa candidature sera tranchée aux alentours de décembre ou de janvier", mais, avertit le mag "pour réussir, Emmanuel Macron doit faire mentir deux lois d'airain de la vie politique française : 1) On ne sort de l'ambiguïté qu'à ses dépens. 2) Sans appareil, on n'arrive à rien.... Si on se fie aux fondamentaux d'une élection présidentielle dans la cinquième République, l'aventure Macron est vouée à l'échec", écrit le mag... d'après le politologue Pascal Perrineau "pour être un candidat qui compte, avoir subi l'onction du suffrage universel était un élément essentiel"... Mais "le délitement du système est-il tel

qu'il permet des carrières politiques d'un nouveau type ?" ,questionne-t-il... Le mag balance : "parier sur l'explosion du clivage, sur la scission de la droite n'est pas extravagant au vu de la situation actuelle. Emmanuel Macron bénéficie de ce climat. Il veut dégager des consensus... **mais** le mode de scrutin pour élire les députés est bâti contre le modèle Macron". Et on se souvient du précédent Bayrou (18,6% des voix au premier tour de la présidentielle) "pour se retrouver le mois suivant avec moins de trois députés à l'Assemblée nationale". Mais Macron "est persuadé qu'il est plus fort que tout le monde", écrit l'Express en citant un proche, avant de conclure qu'"avec ce mélange de culot et de lucidité, le voilà en route pour l'histoire ou pour les oubliettes". Autrement dit, c'est un coup de poker. Et les personnalités que le mag a interviewées ne disent pas autre chose. Jean d'Ormesson, "sûr qu'il va jouer un rôle dans cette élection et influencer sur son climat : il joue le tout pour le tout, peut disparaître d'ici à quelques mois ou émerger avec éclat"... Le comédien Bruno Solo : "c'est l'histoire d'un mec issu de la Banque Rothschild qui se lance dans la politique en pensant qu'il y a une place à prendre... On le verra beaucoup avant l'élection présidentielle, après, il s'écroulera".

Pour Juppé c'est (presque) du béton

Le Point a tenté de savoir comment Alain Juppé envisage l'après-primaire, voire l'après victoire à la présidentielle. C'est difficile : "courir en tête mais s'interdire de se projeter pour afficher toujours l'humilité de celui qui n'a pas encore gagné. Mais aussi, plus cyniquement laisser le jeu des ministères ouverts le plus longtemps possible pour favoriser jusqu'au dernier moment les rapprochements et obtenir des juppéistes et des autres, orphelins du 27 novembre, un engagement maximal pendant la campagne présidentielle". Le mag raconte comment il laisse planer le doute sur le ou la futur(e) Premier ministre qu'il nommera (rait), comment "Juppé, 71 ans, met un point d'honneur à s'entourer de fringants quadras. Il a déjà fait part de sa volonté d'avoir un gouvernement renouvelé". Juppé "se refuse au marchandage, mais ça ne m'empêche pas, moi, de voir des gens, de dire à Alain que certains présentent des atouts importants et de jouer les simili-DRH". Celui qui tient ces propos n'est autre que l'ancien Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, qui fait le job avec sa rondeur bien connue. En réalité, d'après le Point, pour Juppé "les cent jours précédant l'élection, sont primordiaux. Il faut que "les ministres puissent se préparer en amont". C'est pourquoi, il va "faire des nominations stratégiques, des proches, loyaux, capables de garder le secret", d'après l'ex-ministre de la Culture Christine Albanel". Mais auparavant, il y a l'après 28 novembre : "Comment rassembler les perdants de la primaire et leurs lieutenants ?" Et peut-être éviter de vendre la peau de l'ours... Si l'on en croit Nicolas Sarkozy, cité par Paris Match qui a rencontré l'ancien président candidat à sa réélection, "Alain, qui a déjà une image centriste, a tort de s'enfermer avec [Bayrou](#)! Pour l'instant, je le protège. Mais dès l'instant où je ne serai plus là, les médias vont le déchiqueter". Nicolas Sarkozy qui selon l'hebdo veut encore y croire : "Plus cette campagne avance, plus je me sens en phase avec les attentes de nos électeurs qui réclament une alternance franche et pas molle. Beaucoup d'électeurs partis au Front national vont revenir. Alors j'ai bien compris qu'il y a une petite élite parisienne et médiatique contre moi, qui m'a déjà enterré. Eh bien ! Ceux-là vont avoir une drôle de surprise!", décrète le candidat à la primaire qui redouble d'efforts pour être le vainqueur surprise de la primaire. Rendez-vous le 27 novembre !

L'Amérique, une démocratie malade

Les Américains sont appelés aux urnes le 8 novembre. L'Obs consacre un numéro spécial à cette "Amérique devenue folle", le pays profond, mais aussi la Californie" le labo de la Gauche qui ose" (réduire les gaz à effet de serre, durcir le contrôle des armes à feu, accorder l'assurance maladie aux immigrés en situation irrégulière). "A trop se fixer sur Donald Trump on a fini par oublier l'autre réalité de cette campagne : une Amérique des grandes villes et des régions côtières qui change à toute vitesse et devient plus mélangée, tolérante et - mais oui - de gauche"... et écolo. Le mag consacre également un reportage au candidat libertarien, Gary Johnson, ancien gouverneur du Nouveau Mexique, crédité de près de 10% des voix , (on a craint qu'il puisse faire gagner Donald Trump en privant Hillary Clinton des voix nécessaires pour creuser l'écart). Johnson est "pour la légalisation des drogues douces et de la prostitution, pour le mariage gay, le suicide assisté, le port d'armes pour tous, contre la peine de mort, l'impôt sur le revenu et sur les sociétés... favorable à la retraite à 70, voire à 75 ans, une réduction drastique des dépenses publiques et une forte augmentation de la TVA, à la fermeture d'un quart des bases américaines dans le monde et pour le pardon à Edgar Snowden" (l'ancien contractuel de la NSA, aujourd'hui réfugié à Moscou qui a révélé l'étendue des écoutes réalisées par l'agence d'espionnage américaine. Cette campagne sera la dernière de Johnson qui a récolté plus d'un million de voix en 2012... Il se promet d'aller skier quatre mois et de faire une course de vélo de 6000 kilomètres après le 8 novembre... C'est aussi cela l'Amérique .

Les Horace pour Marine

Les Horace , c'est ainsi que se surnomment énarques, polytechniciens, diplômés d'écoles de commerce et anciens membres de cabinets ministériels, réunis en collectif que Valeurs Actuelles qualifie de " sorte de société secrète du FN ". Le collectif a "franchi la barre des 100 membres cet automne : "*Nous recevons 2 à 5 candidatures par semaine*", d'après Jean Messiha qui explique que le groupe prépare "*les cent jours après la victoire de Marine Le Pen à la présidentielle. Nous avons constitué un sous-groupe de RH qui planchent sur la cartographie des ministères, leurs noms, les membres de cabinets et les directeurs d'administrations centrales* ", explique. Des postes qui pourraient être brigüés par certains membres des Horace...

Bébel et les Présidents

Le Point a obtenu les Bonnes feuilles des mémoires de Jean-Paul Belmondo. La star fait la couverture du magazine avec une photo qui date de quelques décennies, de l'époque où l'octogénaire était un immense séducteur, et qui colle parfaitement avec le titre "Mille vies valent mieux qu'une" ; et il en a vécu beaucoup. Bébel parle de la France d'aujourd'hui dans l'interview qui accompagne les extraits de son livre. Question : "Vous voyez quelqu'un pour redresser la barre, redonner le moral à la France ? Un Macron, par exemple, qu'en pensez-vous ? Réponse, "Macron ou un autre. Je voudrais voir des hommes politiques plus jeunes, une nouvelle génération. Qu'il y ait un véritable changement". Jusqu'à ce jour de Gaulle "est le seul homme politique qui m'ait impressionné... J'ai été invité à l'Élysée par le Général de Gaulle. Je me tenais à coté de mon père" (le sculpteur Paul Belmondo)."De Gaulle a dit : "j'aime déjà ce que fait votre père. Vous, je commence". Pas de rencontre avec les autres Présidents ? "Jacques Chirac m'a reçu quand il était maire de Paris, mais je crois qu'il était plus intéressé par la femme qui m'accompagnait, Carlos Sotomayor. Je croisais parfois Mitterrand chez Lipp. Il m'a écrit une lettre très gentille après la mort de ma fille dans l'incendie de son appartement". A propos de la mort : "Je n'ai pas peur de la mort. Je voudrais juste que ce ne soit pas douloureux, pas violent". Notre rêve à tous !

Le DGNP bousculé

"Touche pas à ma police", avertit Valeurs Actuelles qui prend fait et cause pour nos forces de l'ordre en colère. "Agressés, abandonnés, trahis, le SOS des flics de France" complète en Une le mag dont la couverture est un CRS sur le terrain, en train de "se prendre la tête" de fatigue. Le journal dénonce "le manque de moyens, les gilets pare balles qui ne protègent plus, les 200.000 km au compteur des voitures"... "Mal représentés par leurs syndicats à qui ils reprochent de "se servir" avant de "défendre leurs intérêts", les policiers en colère ont décidé pour la première fois d'outrepasser leur consigne... "Cette situation est symptomatique d'une double rupture, avec la hiérarchie d'une part et les organisations syndicales de l'autre », fait observer Luc Larcher, cofondateur et secrétaire général adjoint de l'Unsa-Officiers, qui a choisi de rester sur le terrain "... Le journal revient sur la rencontre des " flics de base avec le DGPN (directeur général de la Police Nationale), Jean-Marc Falcone: "les policiers attendent de voir si leur directeur va enfin s'exprimer sur le coeur du problème, le gros malaise avec la hiérarchie et les syndicats. Or, que leur dit Falcone ? "Le dialogue entretenu par la hiérarchie avec les agents est permanent. » C'est l'étincelle. Valeurs Actuelles raconte la scène "Les 400 policiers en civil se mettent à huer leur patron à sa sortie de la réunion, bloquent le passage de sa voiture et collent des tracts sur le pare-brise. Assis sur la banquette arrière, Falcone est médusé. Livide. Sous les cris de " démission, démission", son cortège finit péniblement par s'extraire de la masse. Jean-Marc Falcone a vraiment cru qu'il allait finir aux urgences. Cet événement l'a tétanisé", d'après un proche. Le directeur général n'est pas blessé mais les faits sont là. "C'est inédit...la première fois que le DGPN est ainsi contesté par ses troupes ",... Pour "la hiérarchie", c'est-à-dire les supérieurs, comme pour les syndicats, les images sont terribles"...V.A. rappelle avec gravité que "la dernière fois que la police a manifesté en bravant les interdictions, c'était le 13 mars 1958; le mouvement avait alors précipité la chute de la IVe République. Et porté de Gaulle au pouvoir"...

13 Novembre, un an après

A l'approche de l'anniversaire des attentats du 13 novembre, l'OBS nous apprend qu'une demi douzaine de livres vont arriver sur les étals des libraires, dont celui du médecin-chef du Raid, Matthieu Langlois et celui de Grégory Reibenberg, le patron du café "la belle Equipe " dont la femme, ses associés et dix clients sont tombés sous les balles des terroristes.

Le prix du loup

Il fallait y penser ! Challenges a enquêté et chiffré le coût des attaques du loup. L'animal qui avait disparu de France, a étendu son territoire "à 27 départements en moins de dix ans. Après s'être régalé de brebis, il s'en prend maintenant aux troupeaux de bovins et attaque même les équidés (dix chevaux ont été tués au printemps dans la région de Sisteron"... Les mesures de protection conseillées aux bergers sont de moins en moins efficaces. Car ce chasseur d'élite s'adapte et, par son activisme, remet en cause le pastoralisme... maintenant il attaque des troupeaux sous abri, ou même en pleine journée... "Les éleveurs sont indemnisés "au terme d'un processus long et selon un barème imparfait, plutôt généreux sur la valeur marchande des animaux (entre 80 et 520 euros par tête pour les ovins, 930 euros pour les bovins. L'année dernière près de 3 millions d'euros ont ainsi été versés aux professionnels... Mais au total, écrit le mag, "si l'on ajoute les aides destinées aux moyens de protection, la facture s'élève à 22 millions, le double par rapport à il y a quatre ans...Les pouvoirs publics ont cru pouvoir acheter la paix. Ils subventionnent même l'achat de patous (763 euros remboursés), l'un des rares chiens qui n'hésitent pas à affronter l'ours et le loup- dont la vaccination et la nourriture (800 euros par an pour les croquettes) sont prises en charge. Revers de la médaille, le patou fait un carnage parmi les bouquetins et les marmottes et se montre très agressif envers les randonneurs et les vététistes... La générosité de l'Etat va plus loin encore :il subventionne le recrutement de gardiens, en payant 76% de leur salaire brut pour surveiller les troupeaux à l'alpage tout l'été..." Effet cascade : "la végétation de montagne est fortement modifiée car les troupeaux regroupés sont contraints de délaisser les alpages les moins spacieux, et du coup "les propriétaires doivent financer des travaux de débroussaillage"; le loup nuit aussi au tourisme ..".les coûts induits alourdissent singulièrement la facture". C'est pourquoi " sans mot dire le gouvernement a changé son fusil d'épaule..L'animal n'est plus classé parmi les espèces menacées d'extinction , tout en restant protégé. Et les préfets autorisent davantage de tirs dérogatoires (36 sous le gouvernement actuel), afin " d'intimider un animal enhardi par un sentiment d'impunité, à défaut d'obliger la peur à changer de camp."